

La déprime des défaites Le plébiscite de 1942

Elzéar Lavoie

Number 29, Spring 1992

Temps passé, temps retrouvé

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/8008ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lavoie, E. (1992). La déprime des défaites : le plébiscite de 1942. *Cap-aux-Diamants*, (29), 14–17.

LA DÉPRIME DES DÉFAITES

LE PLÉBISCITE DE 1942

Les crises que doit subir une société sont parfois imprévisibles. Pourtant, rien n'était plus prévisible que celle du plébiscite canadien...

par Elzéar Lavoie*



William Lyon Mackenzie King.
(Caricature de Robert Lapalme).

LA CRISE DU PLÉBISCITE CANADIEN DU 27 AVRIL 1942 fut un événement bien prévisible. Le 17 mars 1942, près d'un mois et demi avant la tenue du plébiscite, E.W. Desbarats de l'Agence montréalaise de publicité Desbarats, dans une lettre adressée au premier ministre William Lyon Mackenzie King, affirme que «les résultats du dernier sondage Gallup montrent clairement que la province de Québec va voter – NO(sic.) – dans le plébiscite annoncé». Deux jours plus tard, le secrétaire privé du premier ministre, H.R.L. Heeny, remercie Desbarats pour sa lettre

lettre et l'adresse au sous-ministre des Services nationaux de guerre, T.C. Davis, qui en accuse réception le 15 mai. Il y propose une «campagne de publicité», dite «d'éducation», au Québec. Il ne s'arrête pas à cette démarche. Le 9 juillet, il envoie une traduction française de la même lettre au ministre de la Justice, Louis Saint-Laurent, et lui propose également son projet contre les «tendances actuelles vers la désunion et le désaccord», seuls mots nouveaux de sa version française.

Il est intéressant de remarquer que dans sa lettre initiale en anglais à monsieur King le 17 mars 1942, Desbarats cite – seule phrase en français – les Canadiens français, comme suit: «C'est la guerre des Anglais, ils l'ont voulue, qu'ils s'arrangent tout seuls, ce n'est pas notre affaire». Desbarats n'insère cependant pas cette phrase en français dans sa lettre du 9 juillet 1942 à Louis Saint-Laurent.

La «morale» en question

Les autorités sont donc prévenues: une autre crise de la conscription se prépare au Québec. Il faut donc agir. Dès le 1^{er} avril 1942, le directeur du BIP convoque à Ottawa une réunion dite de «psychologists». Cette assemblée spéciale réunit G.H. Lash, alors directeur du BPI, son adjoint francophone, Claude Melançon, le brigadier G.B. Chisholm, Jean-Charles Harvey, W. Herbert et le professeur R.B. Liddy. Le brigadier J.-S.-A. Bois agit à titre de secrétaire. Le professeur J.D. Ketchum de Toronto, qui est également invité, télégraphie pour s'excuser de son absence.



Claude Melançon (1895-1973), journaliste et écrivain, il sera censeur de la presse, de 1939 à 1940. Par la suite, il occupe le poste de directeur associé du Service fédéral de l'Information en temps de guerre jusqu'en 1942. (Collection initiale. Archives nationales du Québec à Québec).

et dit que le premier ministre en envoie des copies au secrétariat d'État, au ministère des Services nationaux de guerre – de qui relevait le comité de l'information publique (BPI) – et au ministère de la Justice.

Une campagne «d'éducation»

Toute une correspondance va suivre ce premier échange où Desbarats avait vu juste. Le 11 mai, deux semaines après le vote du plébiscite, Desbarats écrit une nouvelle version de sa première

Le procès-verbal de cette réunion nous apprend que le 12 novembre 1941, Ketchum, Liddy et Bois ont déjà été nommés consultants de Lash et que, selon le rapport de Bois du 4 mars 1942, il y a eu «deux réunions informelles». L'objectif de la réunion du 1^{er} avril 1942 est la création d'un «Committee on Morale» de sept membres qui «demeurerait inconnu du public», donc un comité secret.

Les membres proposés sont: le professeur Liddy (London), le professeur Ketchum (Toronto),

J.-C. Harvey (Montréal), Miss Hyndman (Toronto), W. Thompson du chemin de fer Canadien National (Montréal), Mr. Huot Massue de Shawinigan Water and Power (Montréal) et un politologue à être nommé.

Ce fameux «Committee on Morale», terme intraduisible, ne tient sa première réunion que le 8 mai 1942, près de deux semaines après la tenue du plébiscite. C'est une opération de sauvetage du BPI, qui a révélé son extrême faiblesse lors de la campagne du plébiscite. Le ministre des Services nationaux de guerre, l'honorable Joseph T. Thorson, déclarait dans un discours: «Ce pays était isolationniste à 75% au début de la guerre, et la population du Canada n'était pas pleinement consciente du danger. Nous avons été individualistes autant, et peut-être plus encore que la population des États-Unis». Cependant le directeur Lash affirme, peu après son patron, que «Le problème de la propagande au Canada français reste distinct».

À sa deuxième réunion, le 4 juin 1942, le «Committee on Morale» reçoit un appui politique sans équivoque. Le gouvernement lui alloue un budget de 1 000 \$ par mois. De plus, le «Committee» engage le professeur John A. Irving de l'université de la Colombie-Britannique, comme chargé de recherche à 500 \$ pour l'été, plus une allocation de dépenses. À la troisième réunion, le 19 juin 1942, Irving fait accepter son projet d'un voyage aux États-Unis qu'il relie au projet initial d'études sur les rumeurs et leur diffusion.

Le sabotage des rumeurs

Pendant l'été de 1942, le «Committee» demeure actif. Lash semble avoir carte blanche dans ce dossier. Mais, en même temps, Charles Vining, un proche du premier ministre Mackenzie King, est nommé pour faire enquête sur l'information gouvernementale. Vining est à cette époque un contrôleur de la commission de contrôle des prix et du commerce. Il procède à son enquête et remet son rapport le 10 juillet 1942.

Dès lors, Lash et son BIP sont mis sur une voie d'évitement. Le 28 août, un nouveau comité d'information est créé, le WIB. Il est rattaché au bureau du premier ministre et Vining en devient le directeur. Ce dernier n'abandonne pas cependant le «Committee on Morale» et, le 8 septembre, il le réunit pour bien établir son leadership dans ce dossier. Quatre jours plus tard, Lash et Melançon, dépouillés de leur mandat, remettent leur démission.

Vining, qui n'aime pas ce nom de «Committee on Morale», en change l'appellation; il portera désormais le nom de «Committee on Research». Les nombreux documents échangés pendant cet

été chaud de 1942 démontrent à quel point le plébiscite a soulevé des réactions émotives à Ottawa, réactions que Desbarats avait prévues dès le printemps.

Le voyage d'Irving

Le professeur Irving a de son côté passé le début du mois d'août aux États-Unis avec un mandat de recherche du «Committee». Il a séjourné à Washington, Princeton, New York, Boston et Cambridge. À son retour, il remet, outre son rapport de voyage, deux rapports où il analyse comment la presse canadienne et la presse québécoise ont traité des «rumeurs» qui ont circulé entre février 1941 et juillet 1942. Pour arriver à

UNITY...

And, with the Press, has a patriotic duty to perform. Canadian Unity must be maintained and even augmented.

In Old French Quebec City, there is a radio station that understands its national duty. It is CHRC. But in the field, first to assist. Monetary profits are immaterial. There is a national job to be done and to be done.

CHRC never passes an opportunity of serving and helping French-Canadian and Roman Catholic organizations and also the English-Protestant minority. It harbours with equal generosity the Y.M.C.A., the Y.W.C.A., the Salvation Army, the I.O.O.F., etc. In a word, every organization irrespective of creed or language, is given the full facilities of this Canadian station.

Another instance of the desire to serve Unity, was on the day Premier Churchill arrived in Quebec for the latest War Conference. That same day also arrived in Quebec, the Reverend John Green, Vicar of St. Brumpton, in London, England. He delivered a sermon from the pulpit of the century-old Anglican cathedral in Quebec City. CHRC broadcast, in English, from this Anglican cathedral, the entire ceremony.

When one considers that the population of Quebec City and District, is over 85% French Canadian and Roman Catholic, this gesture of broadcasting, in English, a ceremony from the Anglican cathedral, is proof of goodwill and "Bonne Entente."

CHRC went further: this ceremony was recorded and these records were sent with the compliments of the Station, to a number of broadcasting stations, throughout Canada.

One point in this broadcast is worthy of mention. The sermon by the Reverend Green was preceded by the Motory, in English, of the Anglican Sea in Canada.

It was made known that when the first Anglican Bishop, the Reverend Mountain, arrived in Quebec, he was greeted by the Roman Catholic Bishop of the time. He was given shelter, the use of churches of the Jesuits and the Ursulines, to hold worship until he had his own Anglican church in Quebec. Later, when fire destroyed the Anglican church, again the Roman Catholic Clergy of Old Quebec, extended the courtesy of their church to the Anglican Bishop who, when the Roman Catholic building was, in turn, destroyed by fire, some years ago, offered his Anglican church for the holding of Roman Catholic worship.

There, we believe, is an example unique of goodwill unto fellow Canadians, and today CHRC perpetuates the spirit of "Bonne Entente" with full knowledge of mind and mutual understanding.

Quebec is a city unique in this that two great races are united in a friendly and brotherly effort towards mutual understanding and unity. Living side by side, the sons of former foes meet, comprehend each other, intermarry and live in peace and contentment, in the very shade of Cap Diamant, close to the historic Plains of Abraham, where, in battle, the blood of English and French armies was shed and has produced better understanding and mutually tolerant citizens of this, our beloved country, Quebec, today, is considered as a capital of the world. And it is served by

CHRC

THE GOODWILL STATION OF CANADA

Studio and office: 11 rue Beaudé.
Transmitter: St. Foy, P.Q.
I. MARCHE THIVERGE,
Manager-Director.

En 1944, CHRC fait la promotion de l'unité canadienne en favorisant la «Bonne entente» entre les Canadiens français et les anglophones, entre les catholiques et les protestants. (Canadian advertising vol. 17 (n° 4), 1944, p. 196).

ses conclusions, Irving a effectué un dépouillement systématique des journaux.

Schizophrénie

Ces rapports contiennent beaucoup de banalités, mais la vision américaine de la crise du plébiscite au Canada, telle que la rapporte le professeur Irving, est parfois originale. Pour analyser les rumeurs qui courent au Québec français, Irving utilise les théories de Freud ou de Piaget. Il évoque par exemple le sentiment de culpabilité du peuple et une sorte de schizophrénie collective. Ses explications pratiques sur la géographie et la situation d'insécurité des Canadiens français ont parfois un caractère d'humour candide.

Irving ramène également des témoignages d'Américains sur la question. Le directeur de l'«Office of War Information» à Washington, Keith Kane, dit que le problème du sentiment anti-

britannique existe aussi aux États-Unis mais que, par contre, le problème canadien-français au sujet de la conscription ne se pose pas dans la Nouvelle-Angleterre. Irving a aussi rencontré la déjà célèbre anthropologue Margaret Mead qui lui fait d'intéressantes remarques à propos de son projet de recherche sur les habitudes alimentaires des Canadiens français vivant dans les États de la Nouvelle-Angleterre.

De son côté, le directeur du «Committee on National Morale» américain à New York, le major George Fielding Elliot, et son secrétaire Gregory Bateson, se disent «extrêmement anxieux» de ce qui se passe au Québec et surtout se demandent



Arnold-Davidson Dunton (1912-1987), journaliste. Il devient rédacteur en chef du Montreal Standard en 1938. En 1942, il entre à l'Office de l'information de guerre et en devient le directeur général (1944-1945). Vers la fin de cette dernière année, âgé de 33 ans, il est nommé premier président à temps plein de la Société Radio-Canada. En 1963, il copréside la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme avec André Laurendeau. (Archives nationales du Canada. PA 157772).

«pourquoi les Canadiens français des États de la Nouvelle-Angleterre coopèrent au programme de conscription du gouvernement américain, alors qu'au Québec, ils s'opposent à la conscription». Enfin, ils ont rencontré le directeur de la recherche et de la promotion d'une morale à l'Université Harvard à Cambridge, Gordon Allport, dont le nom est aujourd'hui familier dans le domaine des sciences de la Communication.

Il y a contradiction entre ce qu'affirment les interlocuteurs américains à propos des Canadiens français des États de la Nouvelle-Angleterre et ce que soupçonne Irving à propos des rumeurs au Québec: «ces rumeurs vicieuses en circulation dans la province de Québec ont d'abord atteint les États de la Nouvelle-Angleterre via les émis-

sions radiophoniques de guerre nazies en anglais; elles sont propagées à travers les Canadiens français des États de la Nouvelle-Angleterre, de là, elles sont diffusées dans la province de Québec».

Injonctions contradictoires

Déjà, en mai 1942, la question du «contrôle des rumeurs» a fait l'objet d'un rapport du professeur torontois Ketchum, que la question obsède; c'est pourquoi il avait fait engager le jeune Irving. On apprend, de plus, par une lettre de Ketchum à A. Arthur Porter, directeur de «l'Institut Canadien d'opinion publique» (CIPO), mieux connu sous le nom de «Sondage Gallup du Canada», que la fameuse agence a «débuté son travail au Canada» depuis le 9 mai 1942 et qu'elle a dès le début fait un sondage.

Le 19 juin 1942, le major Bois à la troisième réunion du «Committee» dit avoir reçu du CIPO, par l'intermédiaire du professeur Ketchum, quelques statistiques, révélant qu'en ce qui a trait à la guerre, «Le Canada français n'est pas d'accord avec le reste du pays». À propos de cinq questions sur l'effort de guerre dont: «Est-ce que le Gouvernement devrait demander à chacun ou chacune de faire sa part pour l'effort de guerre? 65% répondent YES dans les huit provinces anglaises, 35% répondent OUI au Québec». Deux autres questions semblables donnent 32%, 33% au Québec et 60% ailleurs.

Ce premier sondage Gallup au Canada vient confirmer celui qu'évoque Desbarats dans sa lettre au premier ministre King du 17 mars 1942 bien avant la crise du plébiscite.

À la sixième réunion du «Committee on Morale», tenue le 8 octobre 1942, le directeur Charles Vining, après avoir présenté son adjoint, David Davidson Dunton, éditeur du *Montreal Standard*, comme le directeur du secteur des rapports, rappelle aux participants «que les membres doivent se considérer comme des consultants dont les services peuvent être requis, individuellement ou en groupe, pour conseiller le comité ou entreprendre des projets spéciaux pour elle».

Le message ne peut être plus clair et après que chacun a fait son rapport, c'est la «fin du travail du comité». Désormais le WIB (le War Information Bureau) aura une «section française» dirigée par le major Ralph Benoît, venu du secrétariat d'État, et graduellement la personnalité de Dunton donnera de la cohérence à l'ensemble.

Boulimie des «bad times»

Le WIB sous la direction réelle de Dunton, qui prend la relève du professeur Ketchum auprès

du CIPO à partir du 29 octobre 1942, est particulièrement boulimique de sondages d'opinion. C'est ainsi que le WIB est un des principaux clients de Gallup du Canada dont le siège social est à Toronto. Il y a 68 sondages secrets menés par Gallup entre le 9 mai 1942 et le 28 juillet 1945, déposés dans les archives du WIB, soit près de deux et parfois trois par mois. Les sondages sont désormais la nourriture de la bureaucratie fédérale.

L'autre obsession du professeur Ketchum, soit la «Clinique des Rumeurs», qui survit au «Committee on Morale», semble avoir provoqué moins d'enthousiasme dès le début auprès des directeurs successifs du BPI et du WIB. La «Clinique» se plaint de Charles Vining qui lui a promis «un montant nominal de 400 \$ par mois» qu'elle ne reçoit pas. De son côté, Dunton doute du rôle de cette clinique; dans une note du 11 mars 1943, il dit que réfuter les rumeurs «risque de causer plus de tort que de bien». On assiste d'abord à une tactique de réduction du budget à 200 \$ par mois. Puis, on rétablit la totalité de la somme à la suite de protestations. Enfin, il y a désaveu par l'initiateur lui-même, Ketchum, qui décide d'appuyer les réticences de Dunton. Il explique sa position en évoquant «un phénomène des «bad times» de 1942». La «Clinique des Rumeurs» disparaît à la fin de novembre 1943, étant vue comme «répandant une propagande inutile».

Freud et Piaget!

L'analyse des rumeurs, selon les concepts freudiens et piagétiens, a donc connu une évolution toute contraire à celle des sondages d'opinion, qui eux n'ont cessé qu'en novembre 1945. Le WIB les abandonne presque à regret pendant ses derniers mois de survie à la guerre de 1939-45. Le WIB est un organisme provisoire appelé à disparaître à la fin de la guerre. Son personnel est quelque peu insécure quant à son avenir et souhaite justifier à tout prix son existence. Ces conditions peuvent expliquer les jugements parfois véhéments ou intempestifs de l'organisme et son appétit convulsif de sondages sur l'opinion des Canadiens français. Cet esprit ne saurait être vu comme une caractéristique de toute la bureaucratie fédérale de ce temps-là, mais il révèle bien le traumatisme ressenti à Ottawa devant les résultats du plébiscite de 1942.

La déprime de brève thérapie

On peut attribuer ces obsessions et ces soupçons au rôle grandissant que les «psychologues» et les «sociologues» ont joué au sein de cette bureaucratie provisoire. Mais déjà, en 1943, le climat commence à se rasséréner lors-

qu'on songe à consulter une historienne qui a déjà analysé la crise de la conscription au Canada durant la Première Guerre mondiale. Dans une note du 28 mai 1943, l'historienne Elizabeth Armstrong, interrogée par Brooke Claxton, adjoint parlementaire du premier ministre, est d'avis que l'opinion publique québécoise est plus calme qu'en 1917 et qu'il est maintenant possible d'introduire la conscription sans provoquer d'émeutes. Elle attribue cette attitude «partiellement à l'acceptation de la situation, partiellement à l'usure et à la reconnaissance croissante de la nécessité».

Brooke Claxton écrit dans son carnet une note particulièrement savoureuse: «Miss Armstrong parla avec émotion de voir des soldats canadiens-français marchant avec leur amie sur la terrasse à Québec. Il n'y avait rien de semblable lors de la dernière guerre. Des films de reportage («newsreals») de ceci devraient être tournés pour montrer au Canada français et au Canada anglais».

L'histoire donne raison à l'historienne non dépressive car il n'y eut pas de crise de la conscription quand celle-ci fut imposée en novembre 1944. La Ligue pour la défense du Canada qui se mua en Bloc populaire canadien ne survécut pas à la capitulation japonaise d'août 1945. La crise du plébiscite n'a apporté aucun changement à la vie politique fédérale, provinciale, ou municipale, mais elle a inauguré une ère nouvelle.

Jamais deux sans trois!

Près de vingt ans après les événements du plébiscite, David Davidson Dunton, l'adjoint de Vining au WIB, et André Laurendeau, du Bloc populaire opposé à la conscription, sont associés à la tête d'une célèbre commission d'enquête fédérale, laquelle doit sonder les liens unissant les deux Canadas.

Un plébiscite ou un référendum perdu ne scelle le destin ni d'un peuple, ni d'un parti politique. Ce sont alors des non-événements sans réelle conséquence. Le Canada français a connu deux crises de la conscription; pourrait-il y en avoir une troisième? Fera-t-on mentir le proverbe qui dit: «jamais deux sans trois»? ♦

CKCV at War



The above letter was received by CKCV from the Department of National Defence, in a return for the conditions which were intended in reaching with the Canadian's Public Service.
CKCV is proud to be able to do the job — in this case the CBC, the "at War".

CKCV
QUEBEC CITY

CKCV participe dès 1941 à la campagne de recrutement militaire pour les Forces armées canadiennes. (Canadian advertising, vol. 14 (n° 4), 1941, p. 160).

*Faculté des lettres, Département d'histoire, université Laval